

suis certain, est attrayant pour le Gouvernement du Québec tout autant qu'il l'est pour le Gouvernement du Canada.

Il me semble que dans le cas qui nous occupe il aurait été préférable pour le Gouvernement du Québec de faire confiance au Gouvernement du pays et de lui faire part de ses intentions avant de les laisser connaître et de les exprimer dans des lettres d'intention au gouvernement d'un autre pays; la participation du Gouvernement fédéral étant essentielle pour tout projet concernant les satellites, la consultation préalable va de soi. Et ceci est d'autant plus vrai que les plans concernant la visite à Paris et les arrangements sur les satellites furent apparemment approuvés il y a déjà quelques mois par le Gouvernement québécois.